

LETTRÉ DU SOUDAN PAR MICHAEL McIVOR



La température avoisine les cinquante degrés Celcius et le *hubbub*, tempête de poussière, souffle. Nous traversons le Kordofan-Nord.

Pour nous rendre d'El-Obeïd à Sodiri, nous roulons sur ce que le personnel des organismes de secours a baptisé sardoniquement l'«Autoroute n° 1». Par endroits, c'est une vague piste. Le plus souvent, il n'y a que du sable balayé par le vent ou un mauvais chemin en schiste argileux. Un de mes compagnons sort sa gourde et boit une gorgée d'eau chaude. «Conduire au Soudan, marmonne-t-il, secoué par une embarquée, c'est comme d'être enfermé dans un séchoir à linge rempli de poussière.»

À vol d'oiseau, il y a moins de 200 kilomètres entre El-Obeïd et Sodiri. Par l'«Autoroute n° 1» et en 4x4, il faut compter huit heures de route éreintantes, plus le temps perdu pour réparer deux crevaisons, pour nous désensabler deux fois et pour retrouver notre chemin après nous être complètement perdus. Signalons, que les secours alimentaires destinés aux populations affamées du Kordofan-Nord doivent passer par là.

Les conditions empirent lorsque l'on se dirige vers l'Ouest, vers la province de Darfour. La route pavée construite avec l'aide internationale s'arrête à El-Obeïd, capitale du Kordofan. El-Fasher, la capitale de la province de Darfour, est encore à deux jours de route par une piste accidentée. La plupart des gens préfèrent prendre l'avion, même si les horaires des vols locaux sont assez fantaisistes. Il arrive que les avions aient des jours de retard sur les lignes intérieures.

Arriver à El-Fasher, c'est faire un bond en arrière dans le temps. Hormis une route pavée, il n'y a que des rues en terre battue. On croise quelques véhicules à quatre roues motrices. Tous pratiquement appartiennent à des organismes d'aide internationale, au gouvernement, à l'armée ou à la police de sûreté. Pour le reste, si l'on excepte la présence déconcertante de trois ou quatre voitures américaines des années 1950, la population se déplace à dos d'âne. Or, les ânes sont en voie d'extinction, à cause de la

sécheresse. Il y a des lignes électriques, ce qui donne un air de village modèle à la Potemkine, puisque à moins d'être raccordé à la ligne qui alimente les bâtiments officiels, on n'a pas du tout d'électricité. Pas de téléphone non plus.

El-Fasher est la tête de pont de la technologie du vingtième siècle dans le Darfour. En dehors de la capitale, tout est plus primitif, ce qui explique pourquoi il est extrêmement difficile de faire parvenir les secours alimentaires d'urgence et les semences dans les régions rurales. Même les communications sont impossibles. Les radios à ondes courtes utilisées par les équipes de construction et les organismes d'aide étrangers ont été confisquées par les forces de sécurité il y a quelques mois. La police était convaincue qu'elles servaient à l'espionnage. Quant à savoir ce que l'on aurait pu espionner dans le Darfour rural...

Mais le régime militaro-fundamentaliste en place depuis deux ans n'aime pas les étrangers, et encore moins les Occidentaux. Jusqu'à la fin de ce printemps, nom-

jour de Khartoum à Port-Soudan, sur la Mer Rouge. Maintenant, c'est à peine s'il y en a deux par semaine. Pendant les seize années de dictature corrompue de Gaafar Mohamed Nemeiry, non seulement on n'a pas fait grand chose pour accroître les services de base, mais ceux qui existaient n'ont pas été entretenus. «Je crains bien que l'infrastructure se soit très gravement détériorée au cours des sept ou huit dernières années, déplore M. Abhav Deshoande, qui représente la Banque mondiale à Khartoum. Je parle des routes, des chemins de fer, du réseau électrique, des usines, des systèmes d'irrigation, de tout.» Selon une étude de la Banque mondiale qu'il cite, 112 des 115 ponts de la route qui relie Port-Soudan à la capitale sont en mauvais état ; or, 90 p. 100 de l'aide alimentaire d'urgence est acheminée par cette route.

Le ministre des Finances du Soudan, M. Abdul Rahim Hamdi, reconnaît ce qu'il appelle «la détérioration généralisée» et il admet que le pays a besoin d'une aide économique massive pour au moins remettre en état toute son infrastructure. Pour essayer d'obtenir cette aide, M. Hamdi a introduit quelques mesures visant à favoriser la mise en place d'une économie de marché et à apaiser le Fonds monétaire international, qui a tourné le dos au pays dès lors qu'il s'est montré

attiré la colère des membres de la coalition, entre autres de riches voisins arabes autrefois généreux. Les pays occidentaux sont contrariés que le gouvernement refuse un compromis qui mettrait fin à la guerre civile brutale et débilite qu'il livre à des tribus chrétiennes et animistes du Sud. Ce qui gêne le plus, c'est qu'il ne veut pas remplacer la Charia, c'est-à-dire le droit islamique, par un code séculier. En plus, les atteintes aux droits de la personne sont inquiétantes. Pour l'ambassadeur des États-Unis au Soudan, M. James Cheek, il en résulte que «l'aide au développement s'est réduite à un mince filet car les donateurs jugent le gouvernement incapable de bouger».

Les envois de secours alimentaires d'urgence continueront, mais sans aide au développement pour construire des routes, pour entreprendre des travaux d'irrigation, creuser de nouveaux puits et replanter des arbres, le cycle tragique de la sécheresse et de la famine continuera lui aussi. Le Soudan, qui pourrait être le grenier à blé de l'Afrique orientale, ne peut même pas enrayer la désintégration de son infrastructure, et encore moins financer quoi que ce soit de nouveau.

Personne n'a idée de ces problèmes internationaux dans le village de Mahava, dans le Kordofan-Nord, même si ses habitants en supportent les conséquences. Depuis que leur puits est à sec, ils doivent marcher pendant six heures pour atteindre le point d'eau le plus proche. Il y a une nappe d'eau plus profonde, mais ils n'ont pas les moyens de faire creuser un nouveau puits. De plus, le désert gagne sur le village. «Il y a trente ans, il y avait beaucoup d'arbres, explique un fermier en montrant le paysage désolé. «Quand j'étais enfant, j'ai vu un cerf. Aujourd'hui, s'il y a un bout de bois planté, peu de temps après, il est recouvert par une petite dune.»

Je lui demande ce qui va arriver. «Un jour, le sable nous chassera de chez nous», répond-il. Se retrouver sans terre dans la société agraire du Soudan, c'est comme signer son arrêt de mort. Pour l'instant, il semble n'y avoir aucun espoir de sursis. □

Michael McIvor est principal correspondant européen de la CBC pour le National Radio News.

«Le Soudan est devenu xénophobe à un moment où il a désespérément besoin de l'aide au développement que les étrangers peuvent lui apporter.»

bre d'organismes de secours ont été diversement harcelés. Certains, comme Médecins sans frontières au Darfour, ont abandonné et plié bagage. À Khartoum, on fouillait nos chambres d'hôtel. Les télex sont lus par les forces de sécurité. Beaucoup de téléphones sont sur écoute. Ce qui ne sert à rien, puisqu'ils ne marchent pas la plupart du temps. Le Soudan est devenu xénophobe à un moment où il a désespérément besoin de l'aide au développement que les étrangers peuvent lui apporter.

En accédant à l'indépendance en 1956, le Soudan a hérité des Britanniques une infrastructure sous-développée, mais qui fonctionnait. Il y avait des trains deux fois par

incapable de restructurer son économie et de faire face aux échéances de remboursement de sa dette. Cependant, à l'intérieur même du régime, certains, les fondamentalistes purs et durs notamment, s'opposent à ces politiques. En conséquence, la plupart des gens d'affaires, et parmi eux beaucoup de Soudanais, ne font pas confiance au gouvernement et préfèrent garder à l'étranger, sur des comptes en devises fortes, des capitaux qui pourraient servir à des investissements locaux.

La xénophobie et les méthodes économiques du régime ne sont pas les seules raisons de préoccupation des pays donateurs, dont le Canada. En soutenant l'Irak pendant la guerre du Golfe, Khartoum s'est